



## Déclaration liminaire intersyndicale - CDEN du 16 novembre 2023

L'attentat d'Arras a ravivé les plaies de l'assassinat de Samuel Paty dans la communauté éducative : « Quand se réveillera-t-on de ce cauchemar ? ».

Le traumatisme lié au fait que nous n'avions pas pu nous réunir-recueillir suite à l'assassinat de Samuel Paty a semblé avoir été entendu par le ministère. Mais, en même temps, il a été incapable de le mettre en œuvre pour le premier degré. Il l'a fait, à minima pour le second degré, où les élèves ont dû être accueillis alors que les enseignant-es se rassemblaient pendant 2h (merci les AED et les CPE).

L'équation à court terme face au deuil et à cette violence est quasi insoluble. Par contre, à plus long terme, **il est urgent que nos gouvernants retrouvent de la considération pour nos métiers**. Et cela commence par **arrêter de mépriser systématiquement ce que disent nos représentant-es**, notamment lors des auditions au parlement, et particulièrement, quand une motion est votée lors d'un CDEN précédent.

Parmi les gestes forts que pourrait prendre le ministre, il y aurait :

- un discours de très grande fermeté contre toute personne menaçant un enseignant ;
- la dissolution des « parents vigilants » mis en place par Zemmour, collectif pourtant abrité la semaine dernière par le Sénat ;
- la construction d'une école qui cesse de reproduire les discriminations sociales plutôt qu'un énième plan élaboré en 2 mois pour « élever le niveau » et « renforcer les fondamentaux » ;
- la volonté de donner aux enseignants du temps de formation pour échanger sur leurs pratiques et partager leurs préoccupations ;
- le refus de réduire nos missions à un ensemble de services, nous ne voulons pas pactiser ;
- la reconnaissance du rôle essentiel de chaque agent comme cheville ouvrière de la démocratie par un véritable plan de revalorisation des salaires.

Parmi les gestes forts qui pourraient être pris localement, il y aurait :

- un démenti préfectoral distribué dans les boîtes aux lettres et par voix de presse en réponse au prospectus immonde diffusé début octobre par « parents vigilants » ;
- la reconnaissance de notre épuisement professionnel par l'autorisation des temps partiels ;
- l'abandon de tout projet d'uniforme ;
- le retrait des mandats liés à l'éducation détenus actuellement par M. Koeberlé ;
- la remise à plat d'une sectorisation s'appuyant sur une réelle mixité sociale, englobant les établissements privés et publics de notre département

En termes clairs, on demande beaucoup à notre école. Nous manquons de temps. Il n'y a plus de priorités. Les personnels sont épuisés. Nous n'en pouvons plus d'être payés de mots et de maux.

Au lieu de cela, **les mesures prises pour limiter les effets de la crise de recrutement ne sont pas suffisantes** : l'augmentation des rémunérations est loin de compenser les pertes de pouvoir d'achat des personnels, la logique du Pacte est celle du "travailler plus", etc.

Pire, **la politique ministérielle s'inscrit dans une continuité qui risque d'aggraver la situation et de dégrader les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves** : attaque sans précédent contre la formation continue, projet de réforme de la formation initiale, remise en cause du collège unique, maintien des réformes Blanquer (lycée, bac et parcoursup), et, au budget 2024, de nouvelles suppressions de postes, avec la garantie que les effectifs dans les classes resteront parmi les plus élevés de l'OCDE.

**Il serait temps de travailler réellement à l'attractivité de nos métiers.**